



Séance ordinaire du lundi 12 octobre 2020

L'an deux mille-vingt et le douze octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Développement économique et numérique

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence BRAU, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Serge GUISEPPIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN

Développement économique et numérique - Agence de développement - Principe de création - Nomination d'un préfigurateur - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Les métropoles de droit commun issues de la Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles, dite « loi MAPTAM » du 27 janvier 2014 exercent de plein droit des compétences renforcées, dans plusieurs domaines : développement et aménagement économique, social et culturel ; aménagement de l'espace métropolitain ; politique locale de l'habitat ; politique de la ville ; gestion des services d'intérêt collectif ; protection et mise en valeur de l'environnement et politique du cadre de vie.

La loi MAPTAM a contribué à la clarification des compétences des collectivités territoriales et permis la création de la Métropole de Montpellier, lui attribuant un rôle majeur dans le développement et l'attractivité d'un territoire de près de 485 000 habitants et 200 000 emplois particulièrement représentés dans les secteurs du commerce, des transports, des services (50 %, Insee 2020) et dans les fonctions métropolitaines de l'administration publique, de l'enseignement, de la santé et de l'action sociale (40 %, Insee 2020). Un territoire qui doit faire face aux crises présentes et futures.

La Métropole possède de nombreux atouts lui permettant un développement territorial soutenu qui doit être accéléré pour répondre aux enjeux économiques et sociaux à venir. Il s'agit de faire croître une économie plus résiliente en favorisant davantage une transition écologique métropolitaine respectueuse des ressources naturelles et compatible avec les grands objectifs fixés par notre collectivité.

Son cadre de vie exceptionnel et le dynamisme de ses habitants favorisent le bouillonnement d'un tissu économique en constante croissance dont l'ADN est ancré dans l'innovation, la santé, l'économie sociale et solidaire, l'environnement et le bien-être de ses habitants.

Cet écosystème s'appuie sur la grande qualité de ses centres de recherche, ses universités et écoles, de ses entreprises innovantes notamment à travers la French Tech, son offre culturelle et touristique, son économie de proximité et ses grandes infrastructures qui définissent l'identité de la Métropole et démontrent son fort potentiel d'attractivité.

Le développement métropolitain doit être optimisé pour exploiter ce potentiel au mieux et amplifier les retombées économiques, les investissements et la création d'emplois au service des communes et quartiers prioritaires de la Métropole.

A travers une approche fédératrice et concertée, la Métropole, moteur du développement régional, a la volonté d'engager la création d'une agence de développement autour d'un mode de travail partenarial entre les collectivités voisines, la Région Occitanie et les partenaires publics comme privés.

Cette nouvelle organisation, innovante et complémentaire des services économiques de la Métropole et de l'agence de développement régionale, couvrirait un périmètre métropolitain élargi d'un million d'habitants pour une efficacité optimale en matière de notoriété et de promotion.

Ce projet ambitieux réunit dans une même dynamique attractivité économique et touristique, désormais reconnues comme étant étroitement liées aux objectifs de visibilité nationale et internationale des plus grandes métropoles. Cet outil opérationnel de l'action territoriale répond également à la volonté d'efficacité en termes de missions et de moyens au service d'un objectif commun.

Les missions envisagées de cette agence de développement s'orientent autour de cinq axes :

1. développer de manière forte et durable le tourisme d'affaires et la fréquentation touristique en limitant les

conséquences négatives à travers une stratégie raisonnée et innovante ;

2. identifier et accueillir les événements à rayonnement national et international notamment ceux étroitement liés au développement durable et à la transition écologique ;
3. attirer et prospecter les différents types d'investisseurs économiques en phase avec les besoins identifiés par les territoires et les politiques publiques mises en place ;
4. construire une stratégie de foncier économique commun au grand territoire, pertinente pour attirer les entreprises exogènes en veillant au respect de l'environnement et des habitants des zones identifiées.
5. créer un réseau de prescripteurs/ambassadeurs des savoir-faire de notre territoire au niveau international en s'appuyant notamment sur les femmes et hommes qui ont été formés à Montpellier et qui excellent désormais dans leurs domaines respectifs notamment dans les secteurs de la santé, de l'innovation et du développement durable.

La mobilisation de compétences sera nécessaire dans les différents domaines que sont le développement durable, le marketing et la promotion, l'accueil de grands événements économiques, académiques, culturels, sportifs et l'attractivité économique, jusqu'à la promotion foncière.

Sa gouvernance suivra une démarche territoriale partagée et concertée sur un territoire élargi, fédérant acteurs publics et privés impliqués dans les différentes missions identifiées. Son statut juridique devra respecter les contraintes liées au financement principalement public de la structure et sa capacité à opérer des projets partenariaux.

Plusieurs études et analyses des avantages et inconvénients devront être réalisées au regard des critères ci-dessous :

- champ d'intervention ;
- étendue des partenariats ;
- modalités de création ;
- modes d'administration et de gouvernance ;
- statut du personnel ;
- règles de la commande publique ;
- modes de financement ;
- régime comptable et fiscal.

La présente délibération a pour objet le vote du Conseil de Métropole concernant le principe de création de l'agence de développement, les études nécessaires pour définir son cadre stratégique et juridique. Il s'agit également de proposer la nomination de Monsieur Alex LARUE en qualité de préfigurateur en charge de la définition des missions et de la mise en place de ce dispositif opérationnel en veillant à l'intégration adéquate des structures et partenaires existants.

Une deuxième délibération sera présentée en conseil afin de préciser toutes les modalités de mise en place et de fonctionnement pour rendre opérationnel l'agence de développement en 2021.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le principe de création de l'agence de développement et les études nécessaires pour définir son cadre stratégique et juridique ;
- de nommer Monsieur Alex LARUE en qualité de préfigurateur en charge de la définition des missions et de la mise en place de ce dispositif opérationnel ;
- de dire que la dépense est inscrite au budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 3 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 23/10/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 23 octobre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201012-145217-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 23/10/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.